

ONE FOREST SUMMIT

faits-dj.union@sonapresse.com

Ils sont là Sur la voie de l'économie durable

CHEFS D'ÉTAT



ALI BONGO ONDIMBA
(GABON)



EMMANUEL MACRON
(FRANCE)



TEODORO OBIANG
NGUEMA (GUINÉE
ÉQUATORIALE)



DENIS SASSOU-
NGUESSO (R. CONGO)



FAUSTIN-ARCHANGE
TOUADÉRA (RCA)



JAMES MARAPE
(PAPOUASIE
NOUVELLE GUINÉE)



MAHAMAT IDRIS
DÉBY (TCHAD)



CARLOS VILLA NOVA
(SAO-TOMÉ ET P.)

PREMIERS MINISTRES



JOSEPH DION NGUTE
(CAMEROUN)



GERVAIS
NDIRAKOBUCA
(BURUNDI)



ÈVE BAZAIBA MASUDI
(VPM RDC)

PERSONNALITÉS



RAZAN KHALIFA
AL MUBARAK
(PRÉSIDENT COP28)



PATRICIA
SCOTLAND (SG DU
COMMONWEALTH)

AUTRES



DR VINCENT BIRUTA
(MINISTRE RWANDA)



VALDIS
DOMBROVSKIS (VP
COMMISSION UE)

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

APRÈS Charm-el-Cheikh en Égypte, l'année dernière, à travers l'organisation de la COP27, le continent africain est mis de nouveau en lumière sur les questions environnementales de la planète. Deux jours durant, Libreville abritera le "One Forest Summit", co-organisé par le Gabon et la France, avec l'engagement de faire progresser leur ambition commune en matière de préservation et de gestion durable des forêts tropicales.

Ainsi, ce sommet, en termes d'enjeu, a l'ambition de booster l'action climatique et la préservation de la biodiversité en mutualisant les trois grands bassins forestiers de la planète. À savoir, la forêt amazonienne, le Bassin du Congo et les forêts tropicales d'Asie. Le Gabon, leader africain en la matière, espère tirer profit d'un événement dont les retombées, avec l'apport des crédits carbone, devraient être aussi bien économiques que scientifiques. Notre pays présente des atouts indéniables dans un contexte d'évolution du monde dont l'axe d'intérêt est désormais porté sur la préservation des forêts et le réchauffement climatique. Recouvert à 88 % par la forêt équatoriale, situé au cœur de l'un des deux principaux poumons verts de la planète, il est en première ligne dans la lutte contre le réchauffement climatique et la protection de la biodiversité, très tôt hissées au rang de priorités au niveau national. Précurseur, le Gabon s'est aussi engagé volontairement à protéger un tiers de ses espaces naturels, terrestres comme marins.

En outre, en termes de visibilité, le pays sera aux premières loges. Car, ledit sommet rassemblera une douzaine de chefs d'État et de nombreux représentants à un niveau élevé de pays de tous continents. Et surtout, les enjeux liés à la préservation des trois

Ce sommet, en termes d'enjeu, a l'ambition de booster l'action climatique et la préservation de la biodiversité en mutualisant les trois grands bassins forestiers de la planète



grands bassins, au lendemain de l'accord obtenu à la COP15 à Montréal, devront être une préoccupation de premier plan. En un mot, les enjeux du "One Forest Summit" sont multiples

et devraient permettre au Gabon de renforcer son positionnement politique en tant que pionnier et leader des questions climatiques à la fois dans le Bassin du Congo que sur l'ensemble du continent

africain. L'occasion de cette rencontre internationale doit le conforter dans ses ambitions et lui permettre de s'engager sur la voie d'une économie axée sur le développement durable.

Le Gabon et la forêt : histoire et construction d'un pays pionnier

Innocent M'BADOUA
Libreville/Gabon

Ce Sommet fait suite à une série de rendez-vous entamés avec le "One Planet Summit" à Paris (2017) en France, suivi de celui de New York (2018), de la rencontre de Nairobi (2019), de Paris encore en 2021 et Brest (2022). Le "One Forest Summit" fera donc une part belle aux forêts tropicales.

De par sa géographie, le Gabon est tout un symbole pour les forêts : 3e pays le plus forestier au monde, selon CEOWorld Magazine ; un massif de 23,5 millions d'hectares couvrant 85 % de son territoire. Le Gabon absorbe 500 millions de tonnes de carbone par an. Bien avant ces sommets internationaux successifs, le Gabon a posé un ensemble d'actes historiques, impulsés par ses dirigeants, qui l'ont positionné progressivement comme un pays clé des questions environnementales. Déjà en 1972, au sommet de la Terre de Stockholm (Suède), le Gabon se fait remarquer par l'intérêt de son président de la République, Omar Bongo Ondimba, pour les questions environnementales. En 1992, la voix du Gabon va retentir lors du sommet de la Terre en Afrique du Sud. Alors que plusieurs pays tergiversent, ne sachant quelle direction prendre, quelles orientations



Ali Bongo Ondimba au Bourget (Paris 2015) a affirmé la présence du Gabon lors de la COP 21.

politiques implémenter dans leurs pays respectifs, le discours du président Omar Bongo fait mouche à Johannesburg avec l'annonce de la création de 13 parcs nationaux terrestres. S'ensuit une décennie (1992-2002) d'actions fortes : loi sur l'environnement (1993), politique sur la forêt (1996), nouveau Code forestier (2001). En 2007, une première institution forte est fondée : l'Agence nationale des parcs nationaux du Gabon (ANPN) consacrant ainsi 10 % de son massif forestier comme bien public mondial pour purifier la planète, préserver la biodiversité, les écosystèmes humides et accroître la connaissance scientifique de la nature. Si Omar Bongo Ondimba pose les bases du rayonnement international des politiques sectorielles

de conservation et de développement durable, Ali Bongo Ondimba viendra consacrer le règne d'un Gabon écologique, tant dans sa dimension politique que scientifique. En 2010, le numéro un gabonais crée le Conseil national climat pour un meilleur suivi des thématiques actuelles. D'autres décisions fortes et ambitieuses vont conduire le Gabon vers le noyau central des conclaves environnementaux : négociation des Accords de Paris en 2015, puis signature en 2016 dudit Accord. En 2018, Ali Bongo Ondimba va instruire l'Administration de certifier FSC (Forest Stewardship Council), l'ensemble des concessions forestières. Décennie après décennie, le Gabon va se construire l'étoffe d'un État, acteur clé des questions environnementales.